

CRAIGNANT POUR LEUR RATTACHEMENT AUX AGENCES CNAS DES WILAYAS

# Les employés des centres de calcul en appellent au ministre du Travail

**530 employés des centres de calcul répertoriés à travers le territoire national montent au créneau pour dénoncer la décision de les rattacher aux agences de wilaya de la Cnas.**

Dans des correspondances adressées au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et à l'UGTA, et dont nous détenons des copies, il est indiqué que : «En effet, il est devenu une coutume à la Cnas qu'à chaque nomination d'un nouveau directeur général et toujours en début de sa prise de fonction, ressurgisse cette décision de démembrement de la direction informatique (rattachement des centres de calcul aux agences). Il est dans la culture de la Cnas que des projets d'organisation et de réorganisation sont de tout temps soumis à des études et à des commissions. En plus de votre propre projet pour la création

d'une entité indépendante "Chifa" qui est bien avancé au niveau du "SGG". Il est donc judicieux que la future réorganisation de la direction informatique ressort de cette étude et de ce projet.»

D'où les interrogations suivantes : «Pourquoi le rattachement a été décidé en dehors de ce projet ? Pourquoi une telle décision a été prise sans consulter les concernés ? Sur quelle base cette décision a été prise ?».

La décision de les rattacher aux agences Cnas est perçue par les signataires comme une manière de les mettre sous «contrôle» de ces dernières. «Déjà, des menaces et des comportements

bizarres des directeurs d'agences envers les centres de calcul avant leur rattachement en leur déclarant que le jour où ils dépendront d'eux, ils verront bien !».

Elle est également interprétée comme de «l'ingratitude» à l'égard d'un personnel qui a «veillé des nuits blanches» pour concrétiser le projet de la carte Chifa, unique dans le monde arabe. «Est-ce là une manière de remercier les techniciens de la direction Informatique Cnas ? Car malgré vos différentes directives et cela depuis le lancement de la carte Chifa, le dossier des indemnités n'a pas encore vu le jour. Pourquoi ce dossier n'est pas encore pris en charge aussi rapidement que le projet de destruction de la direction informatique ?». On y décèle également de la manipulation et une tentative de déstabilisation, «cette

façon de faire a été suggérée "intelligemment" par un "aréopage" de la Cnas connu pour ses pouvoirs de destruction et de nuisance sans pareil dans d'autres organismes ou entreprises, et serait sans nul doute, aux conséquences dramatiques et désastreuses pour notre organisme et vos différents projets». On y lit aussi, «nous étions surpris de constater que la DPF (direction du personnel et de la formation) ait procédé au recrutement d'un ingénieur d'Etat en informatique (création de service informatique parallèle) pour la prise en charge de ce problème et procédé à certaines manipulations dans un objectif bien précis. Est-ce là le même objectif recherché par le rattachement ?».

Un brin d'optimisme au menu «malgré que ses responsables aient fait fi de vos instructions

concernant les indemnités ; malgré que la CPPF des travailleurs de la direction générale ait été clôturée en juin 2011, alors que celle de la direction de l'informatique est bloquée par la DPF par intérim, nous restons optimistes et attendons votre intervention pour nous rétablir dans nos droits», selon toujours le communiqué.

En conclusion, les employés revendiquent le rattachement à la direction informatique, la promulgation du statut particulier des informaticiens signé en 2010, l'application des délibérations de la dernière commission paritaire. En cas de non-satisfaction des revendications, il est menacé d'une démission collective et d'une paralysie des activités de la Sécurité sociale et des prestations des assurés sociaux.

Zaïd Zoheir

## POUR INTERPELLER LES POUVOIRS PUBLICS SUR LA SITUATION DE LEUR CITÉ DE REGROUPEMENT

# Des habitants de Kalous ferment la RN5

**Hier, tôt le matin, des dizaines de jeunes de la localité de Kalous, située près de la RN5, à une dizaine de kilomètres au sud du chef-lieu de la commune d'Aomar, et à 20 kilomètres au nord-ouest de Bouira, ont procédé à la fermeture de la RN5 à plusieurs endroits à l'aide de troncs d'arbres, barres de fer et autres pneus auxquels ils ont mis le feu, pour protester contre la lenteur du programme RHP lancé depuis 2000.**

D'après les représentants des jeunes que nous avons rencontrés sur place, la localité de Kalous est une sorte de cité de regroupement datant de l'ère coloniale. En 2000, le site a été classé parmi les neuf sites RHP qui devaient bénéficier de l'aide de la Banque mondiale.

Durant le recensement de 2001, quelque 163 familles ont été recensées. De fait, un programme de réalisation de 163 logements en semi-fini fut lancé. Malheureusement, des problèmes avaient surgi en cours de route, dont entre autres le problème d'assiettes de terrains.

A l'époque, il fut décidé de réaliser des



Photo : DR

logements à mesure que des recasements se faisaient pour démolir et dégager des assiettes de terrains. Mais au fil des ans, des familles se sont vu multiplier avec le mariage de leurs progénitures et la multiplication de leur nombre, avaient refusé de quitter les lieux exigeant plus d'un logement. Cette situation a créé un blocage qui s'est éternisé et l'agence foncière n'a pu réaliser que 64 logements. «La suite du programme fut confiée à l'OPGI», comme nous l'a signalé le directeur de wilaya de l'agence foncière, Mansouri Ali, que nous avons joint par téléphone. Hier, lors de leur protestation,

les jeunes exigeaient la poursuite du programme ou une autre solution qui puisse mettre fin à leur calvaire qui dure depuis l'Indépendance. «Nous vivons dans des conditions lamentables mais les responsables ne semblent pas s'offusquer outre mesure», dira un habitant rencontré sur les lieux. Pour Boudis Rachid, un élu de l'APC d'Aomar qui habite dans cette cité de regroupement, «la solution résiderait aujourd'hui dans la construction d'un programme de logements sociaux propres à la cité et sur les lieux». Sinon, la formule adoptée jusqu'à présent et qui constate en la construction d'un logement semi-fini et son octroi aux familles contre une somme de 190 000 DA, a largement donné ses limites puisque ces familles n'ont plus de ressources pour achever leurs constructions. «Pour preuve, nous dira-t-il, les 20 derniers logements, attribués il y a de cela plus de 8 mois, sont toujours en l'état puisque les familles bénéficiaires n'ont plus de quoi les achever.»

En attendant, la cité de regroupement qui date de l'ère coloniale est toujours là comme une plaie béante qui viendra rappeler à chaque minute combien nos responsables, à l'échelle de la wilaya, ont failli.

Y. Y.

## BLIDA

# Les citoyens de Beni Tamou exigent le départ de l'APC

**Des habitants de la commune de Beni Tamou, à 10 kilomètres au nord de Blida, ont bloqué, hier vers midi, la route nationale entre Blida et Oued El Alleug, et ce pour exiger le départ de l'Assemblée populaire communale.**

Les protestataires justifient leur montée au créneau par le fait que leur commune n'ait bénéficié d'aucun développement à l'instar des autres communes de la wilaya.

Pour cela, ils demandent à ce qu'une enquête soit ouverte pour savoir où a été utilisé le budget communal d'autant, disent-ils, que leur commune

est restée marginalisée en matière de développement. Dans le même contexte, ils citent le cas de surfacturation en ce qui concerne la réalisation d'une fontaine publique ainsi que ceux d'autres projets qu'ils ont qualifié d'imaginaires.

Aussi, ajoutent-ils, durant les cinq dernières années, les

habitants de Beni Tamou ont été enthousiasmés par une amélioration en matière de bitumage des routes et la réalisation de réseaux d'assainissement, mais ils ont été déçus

par la nonchalance des autorités locales, affirment-ils. On notera l'intervention des éléments de la Gendarmerie nationale qui ont dispersé les manifestants.

M. B.

## AVIS DE DÉCÈS

Les familles Bouabid et Hamoud, enfants et petits-enfants, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur chère mère et grand-mère

**M<sup>me</sup> Bouabid Zhour née Hamoud à l'âge de 92 ans.**

La levée du corps se fera du domicile familial sis 4 rue Mezidi, Belcourt, Alger. L'enterrement aura lieu aujourd'hui après la prière du D'hor au cimetière de Sidi M'hamed, Belcourt, Alger.

Que Dieu le Tout-Puissant accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.

## BÉJAÏA

# Démantèlement d'un important réseau de trafic de drogue

La police judiciaire a procédé ces derniers jours au démantèlement d'un important réseau de trafic de drogue à Béjaïa.

La police judiciaire de Béjaïa a parlé de «gros patrons» de la drogue qui viennent d'être mis hors d'état de nuire. En tout, ce sont ainsi sept «têtes» d'un réseau de trafiquants et revendeurs de drogue «bien structurés» qui ont été interpellés suite à une grande opération policière enclenchée depuis longtemps par la police de Béjaïa, selon une source policière.

Trois membres du groupe sévissaient au niveau du chef-lieu de wilaya et deux autres trafiquants agissaient respectivement à Barbacha et Amizour. Les deux autres complices sont installés à Maghnia et au Maroc, précise notre source. L'un des trafiquants est chargé de l'approvisionnement en grande quantité de drogue à partir du Maroc qu'il stocke chez son acolyte à Maghnia. Ce dernier s'occupait de l'acheminement de la marchandise vers les autres membres du groupe pour la vente à Béjaïa et Alger entre autres, ajoute la même source.

Les sept membres du réseau en question ont été présentés ces derniers jours devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa qui les a placés en détention en attendant leur comparution devant le juge.

A. K.

## GUELMA

# L'auteur présumé du crime de la cité Bourouayeh écroué

Un jeune homme de 27 ans a été mis en examen, hier, par le magistrat instructeur près le tribunal de Guelma, pour le meurtre commis avec préméditation à la cité Bourouayeh, sur les hauteurs de la ville de Guelma, apprend-on de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

Notre source précise que les faits se sont produits mercredi dernier en fin d'après-midi, quand une dispute a éclaté entre la victime et son agresseur suite à un différend qui les opposait.

La victime a reçu un coup de couteau mortel à la gorge. L'enquête menée par la police judiciaire de Guelma a permis d'arrêter dans les 48 heures qui ont suivi le crime trois autres personnes impliquées dans cette affaire, âgées de 22 à 51 ans, dont un vendeur clandestin de boissons alcoolisées.

Les prévenus ont été présentés devant les autorités judiciaires qui ont ordonné leur mise en examen, dont l'un a été écroué en compagnie de l'auteur principal du meurtre. Ils sont poursuivis pour complicité et non-dénonciation de crime.

Noureddine Guergour